

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30435]

18 JANUARI 2018. — Decreet tot bevestiging van een afwijking beperkt tot de leerwijzen omschreven in de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Met toepassing van het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking, worden de beslissingen van de Regering van de Franse Gemeenschap bevestigd om de afwijking beperkt tot de leerwijzen omschreven in de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs toe te kennen:

1° aan de *Ecole fondamentale EOS* – Niet-confessionele vrije basisschool gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap – met Waldorf Steiner Pedagogie – gelegen L. Schmidtlaan 101, te 1040 Brussel;

2° aan de *Ecole fondamentale L’Arc-en-Ciel* – Niet-confessionele vrije basisschool gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap – met Waldorf Steiner Pedagogie – gelegen rue de Jassogne 6, te 5532 Crupet.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs voor het Frans, de wiskunde, de artistieke vorming en de eerste kennismaking - vorming geschiedenis en aardrijkskunde, opgenomen in de bijlagen 1 en 2, bevestigd:

1° voor de *Ecole fondamentale EOS* – Niet-confessionele vrije basisschool gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap – met Waldorf Steiner Pedagogie – gelegen L. Schmidtlaan 101, te 1040 Brussel (Bijlage 1);

2° voor de *Ecole fondamentale L’Arc-en-Ciel* – Niet-confessionele vrije basisschool gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap – met Waldorf Steiner Pedagogie – gelegen rue de Jassogne 6, te 5532 Crupet (Bijlage 2).

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 572-1. - Commissieverslag, nr. 572-2. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 572-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 januari 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/11775]

8 MARS 2018. — Décret relatif à la promotion de la Citoyenneté et de l’Interculturalité

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Pour l’application du présent décret et de ses arrêtés d’exécution, l’on entend par :

1° Citoyenneté : la citoyenneté vise la jouissance et l’exercice actif des droits humains (civils, politiques, sociaux, culturels, économiques et environnementaux) dans le cadre d’une démocratie basée sur les valeurs de liberté, d’égalité et de la solidarité;

2° Interculturalité : l’interculturalité désigne les processus dynamiques et interactifs (échanges, mélanges) entre groupes ou individus porteurs de cultures différentes et/ou multiples. Il s’agit d’un processus dont la finalité est l’intercompréhension et la construction d’un monde commun;

3° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

4° Ministre : le Ministre qui a l'Égalité des chances dans ses attributions.

CHAPITRE 1^{er}. — Du Conseil de la Promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité

Art. 2. Il est créé auprès du Gouvernement un « Conseil de la Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité », ci-après dénommé « le Conseil ».

Art. 3. Le Conseil a pour missions de :

1° remettre au Gouvernement une proposition d'appel à projets annuel tel que prévu aux articles 10 à 14, au plus tard le 1^{er} février de chaque année;

2° remettre un avis au Gouvernement sur :

a) la sélection des projets dans le cadre de l'appel à projets visé à la section 2 du chapitre 4, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année;

b) la sélection des projets labellisés dans le cadre de la section 3 du chapitre 4, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année;

c) le renouvellement ou le retrait du label visé à la section 3 du chapitre 4, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année;

d) le projet de campagne prévu à l'article 8, dans les 30 jours de la notification de la demande d'avis;

e) sur toute question relative au présent décret soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement.

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil est composé de treize membres répartis comme suit :

1° six membres disposant d'une voix consultative :

a) un représentant pour chacune des administrations suivantes :

- de la Jeunesse;
- de l'Éducation permanente;
- de l'Égalité des chances;
- de l'Inspection de la culture;
- de la Coordination des Plans et des Politiques transversales;

b) un représentant du Ministre ayant l'Égalité des chances dans ses attributions;

2° sept membres disposant d'une voix délibérative et ayant la qualité d'experts issus du secteur associatif ou académique couvrant au moins chacun des domaines suivants :

- la cohésion sociale;
- l'interculturalité;
- la jeunesse;
- l'éducation permanente;
- le racisme.

Les membres disposant d'une voix délibérative comprendront au moins quatre membres du secteur associatif.

§ 2. Les experts issus du secteur associatif ou académiques sont désignés par le Gouvernement, pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois.

Les membres experts visés à l'alinéa 1^{er} sont désignés après un appel public aux candidatures, dont le Gouvernement peut déterminer les modalités d'organisation.

Les candidats experts doivent justifier leur compétence ou leur expérience professionnelle ainsi que leur motivation à siéger au sein du Conseil. Ils indiquent la qualité en vertu de laquelle ils présentent leur candidature.

Sur proposition du Conseil, le Gouvernement nomme un Président parmi les membres du Conseil.

Un agent désigné par le Gouvernement assure le secrétariat du Conseil.

§ 3. Les membres du Conseil qui cessent d'exercer leurs fonctions avant l'expiration de leur mandat ou qui perdent les qualités en vertu desquelles ils ont été désignés sont réputés démissionnaires.

Est également réputé démissionnaire tout membre qui, sans justification, est absent de plus de la moitié des réunions annuelles du Conseil.

Le membre démissionnaire est remplacé par une personne désignée aux conditions fixées aux paragraphes 1^{er} et 2 pour achever le mandat.

Le renouvellement d'un membre en qualité d'expert est considéré comme le premier mandat de la personne ayant remplacé un membre démissionnaire.

§ 4. La qualité de membre du Conseil est incompatible avec celle de membre d'un organisme, d'une association ou d'une personne qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par la loi du 10 mai 2007 visant à lutter contre certaines formes de discrimination, par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes ou par le décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations.

§ 5. Le Conseil peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour.

§ 6. Dans les limites des crédits disponibles, les membres du Conseil visés au § 1^{er}, alinéa, 1^{er}, 2°, reçoivent un jeton de présence ou une indemnité de lecture.

Le montant du jeton de présence est fixé à 40 euros pour une demi-journée de réunion de travail.

Une indemnité de lecture, fixée à 210 euros par présence effective, est attribuée pour les réunions de travail du Conseil visant à statuer sur la sélection dans le cadre de l'appel à projets ou de la labellisation. Cette indemnité est plafonnée à 840 euros par an.

A partir de l'année 2019, dans les limites des crédits disponibles, les montants du jeton de présence et de l'indemnité de lecture sont indexés chaque année sur base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Les membres du Conseil bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe.

Art. 5. Le Conseil se réunit sur convocation du Président. La convocation contient l'ordre du jour.

Le Conseil ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres, disposant d'une voix délibérative, est présente ou représentée conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

En l'absence du quorum requis, le Conseil est tenu d'organiser une séance dans le mois au minimum 48 heures après la tenue de la réunion précédente. Au cours de cette nouvelle séance, le conseil délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Le Conseil rend ses avis au consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents disposant d'une voix délibérative.

Art. 6. Le Conseil élabore un règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. Il comporte au minimum les éléments suivants:

- 1° le rôle de la présidence;
- 2° la méthodologie de travail;
- 3° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à quatre par an;
- 4° les règles prévues en matière de procuration à un autre membre, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;
- 5° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion. Ce procès-verbal résumant les débats sera transmis au Gouvernement en même temps que l'avis;
- 6° les règles de déontologie comprenant, au moins, des dispositions relatives aux conflits d'intérêts personnel ou fonctionnel;
- 7° les critères de mise en place et de fonctionnement des Comités d'accompagnement chargés du suivi des projets visés au chapitre 4. Il y sera, à tout le moins, établi que l'opérateur qui le souhaite et qui en fait la demande au Conseil pourra voir son projet doté d'un Comité d'accompagnement.

Art. 7. Le Conseil remet annuellement au Gouvernement un rapport d'activités chiffré comprenant au minimum :

- 1° la liste des dossiers qui lui ont été soumis;
- 2° les avis rendus et les critères dont il a été tenu compte dans leur élaboration;
- 3° la présence de ses membres lors des réunions.

CHAPITRE II. — Campagne de sensibilisation à la lutte contre le racisme

Art. 8. Le Gouvernement initie, au moins tous les deux ans, une campagne de sensibilisation à la lutte contre le racisme à destination du grand public.

La campagne comprend la création d'outils de communications à diffuser aux acteurs de la lutte antiraciste en Communauté française pour appuyer leurs actions locales.

Le Gouvernement alloue au financement de chaque campagne, dans la limite des crédits disponibles, un montant minimum de 150.000€, indexé tous les deux ans et rattaché à l'indice des prix à la consommation retenu lors de l'élaboration du budget général des dépenses de la Communauté française.

CHAPITRE III. — Du soutien aux projets

Section I^{re}. — Conditions générales

Art. 9. § 1^{er}. Les conditions générales à remplir afin d'obtenir une subvention dans le cadre du présent décret sont :

- 1° être, soit une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, soit une commune, une province, une association de communes ou un établissement d'Enseignement supérieur;
- 2° au moment de l'introduction de la demande, compter au moins un an d'existence et justifier, durant cette période d'activités régulières dans les domaines visés à l'article 10, § 1^{er};
- 3° présenter un objet social compatible avec les domaines d'action visés à l'article 10, à l'exception des pouvoirs publics locaux et des établissements d'Enseignement supérieur;
- 4° développer ses actions en région de langue française et/ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, que ce soit à une échelle locale d'un quartier, d'une commune, d'un territoire regroupant plusieurs communes ou à une échelle supra-locale d'une sous-région, d'une région ou de la Communauté française dans son ensemble. Si les activités de l'association sont développées, entre autres, au plan international, l'aspect national de celles-ci doit être géré en région de langue française et/ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale et avoir des répercussions sur un public présent dans ces régions;
- 5° les projets subventionnés doivent être développés principalement en langue française.

§ 2. Sont exclues du soutien aux projets les associations, les organismes ou les personnes qui ne respectent pas les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, les articles 10 et 11 de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, la loi du 10 mai 2007 visant à lutter contre certaines formes de discrimination, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes ou le décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ou toutes autres dispositions sous le couvert desquelles sont commises ou encore toutes autres infractions dont la commission est incompatible avec une intervention de la Communauté française.

Section II. -- Conditions particulières des appels à projets annuels « Promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité »

Art. 10. § 1^{er} Le Gouvernement lance chaque année, avant le 1^{er} mars, un appel à projets visant à promouvoir la citoyenneté et l'interculturalité, s'inscrivant autour des trois domaines d'actions suivants :

- 1° l'éducation des jeunes à la citoyenneté dans un contexte multiculturel;
- 2° le dialogue interculturel et la lutte contre le racisme;
- 3° les droits des personnes migrantes, en particulier les droits des femmes.

Pour chaque domaine d'actions, le Gouvernement peut arrêter des priorités, après avis du Conseil, basées sur des méthodologies particulières ou d'approches spécifiques des publics, dégagées en fonction des besoins estimés sur le terrain.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la procédure d'octroi des subventions, qui s'effectue dans le respect des principes suivants :

1° l'opérateur visé à l'article 9, § 1^{er}, introduit une demande de subvention selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

2° le Gouvernement requiert l'avis du Conseil pour l'examen de cette demande et motive sa décision s'il s'écarte de cet avis;

3° la décision est notifiée à l'opérateur, visé à l'article 9, § 1^{er}.

Les décisions sont prises par le Gouvernement, au plus tard, le 15 juillet de l'année de l'appel à projets.

§ 3. Les appels à projets sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française.

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement peut arrêter des critères spécifiques de sélection des projets. Néanmoins, la sélection s'opère au regard des phases et éléments suivants:

1° la recevabilité du projet, à savoir l'introduction d'un dossier complet, dans le délai requis et la compatibilité du projet avec les compétences de la Communauté française;

2° l'examen sur le fond du projet qui s'évalue, au regard des éléments suivants, sans préjudice du paragraphe 2 :

a) l'adéquation du projet aux conditions cadres de l'appel à projets pour chaque domaine d'actions (objectifs, public cible et type d'activités), dont, notamment :

I. l'éducation des jeunes à la citoyenneté dans un contexte multiculturel destinée aux jeunes de 12 à 25 ans avec pour objectifs de renforcer leurs capacités de jugement critique et d'ouverture à l'altérité dans le contexte d'une société multiculturelle.

Les activités visées sont notamment la préparation et la réalisation de programmes socioculturels d'éducation à la citoyenneté ainsi que la production et la diffusion d'outils d'information, de sensibilisation ou de nature pédagogique;

II. le dialogue interculturel et la lutte contre le racisme destinée à tous les publics avec pour objectifs une meilleure appréhension de la diversité culturelle, d'encourager les dynamiques qui favorisent la mixité socio-culturelle et l'expression des minorités culturelles ou encore de promouvoir une démarche visant à la dé-construction et la critique des préjugés à caractère raciste.

Les activités visées sont l'information, la sensibilisation ainsi que la formation, la participation au débat public ou encore la formation d'intervenants à des techniques d'animation ou à l'utilisation d'outils pédagogiques;

III. la protection et la promotion des droits des personnes migrantes, en particulier les droits des femmes, a pour objectifs de sensibiliser et d'informer les personnes migrantes et les personnes qui les accompagnent sur leurs droits, ainsi que la défense des victimes de discrimination en les encourageant à faire valoir leurs droits.

Les activités visées sont la sensibilisation, l'information, la participation au débat public touchant à la défense des droits des personnes migrantes ou encore la mise en réseau d'opérateurs;

b) l'opportunité du projet, à savoir sa pertinence ainsi que l'impact escompté;

c) la maturité du projet, à savoir les méthodes d'organisation, le type d'encadrement ou encore les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées.

§ 2. L'examen de la demande de subventions comprend l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées.

Art. 12. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention d'un montant minimal de 5.000 € et maximal de 35.000 € est alloué à chaque projet.

Ces montants sont indexés annuellement, dans la limite des crédits disponibles, et sont rattachés à l'indice des prix à la consommation retenu lors de l'élaboration du budget général des dépenses de la Communauté française.

§ 2. Pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement voté, le Gouvernement liquide la subvention en deux tranches :

1° la première tranche équivalente à 85 % est liquidée au plus tard six semaines après l'engagement budgétaire;

2° la seconde tranche, soit 15 %, est versée au plus tard six semaines après la remise du dossier justificatif de la subvention.

Le Gouvernement fournit à l'opérateur un décompte des subventions octroyées lors la liquidation de chaque tranche.

§ 3. Sont admises à titre de dépenses :

1° les dépenses couvrant les charges salariales pour autant qu'elles soient strictement liées au développement du projet subventionné;

2° les dépenses couvrant les frais de fonctionnement exclusivement liés au développement du projet à l'exception des frais usuels et structurels du demandeur;

3° les frais de publication, de production, de diffusion, de documentation, d'achat de petits matériels et de missions exclusivement liés au développement du projet.

§ 4. Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil, le montant alloué à chaque projet sélectionné.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement alloue au financement de l'appel à projets un montant correspondant à au moins un tiers du budget annuel total consacré au financement du présent décret, à l'exception du budget prévu à l'article 8. Dans la limite des crédits disponibles, ce montant ne pourra toutefois pas être inférieur à 665.000 euros.

§ 2. Si les crédits budgétaires sont insuffisants pour soutenir les projets recevables répondant aux conditions générales et particulières, le Gouvernement accorde une priorité, selon l'ordre suivant :

1° aux projets qui répondent aux critères prioritaires visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2;

2° aux projets déjà subventionnés lors des années antérieures et ayant déjà reçu une évaluation positive du Conseil;

3° aux projets locaux ancrés dans les communes, reprise dans une liste jointe à l'annexe 1, établie en fonction de critères démographiques et socio-économiques, à savoir les communes composées de plus de 10.000 habitants, du revenu médian par habitant et du nombre d'étrangers extra-européen. Cette liste sera adaptée tous les cinq ans.

Art. 14. Le Gouvernement arrête les modalités de justification des subventions.

Section III. — Des conditions particulières de la labellisation des projets en Promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité

Art. 15. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut labelliser, pour un terme de trois ans, après avis du Conseil, les projets relatifs à la promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité.

§ 2. Pour obtenir la labellisation, l'opérateur, porteur du projet labellisé, doit répondre, outre les conditions générales, aux conditions suivantes :

1° avoir bénéficié durant deux années consécutives d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets visé à la section 2 du chapitre IV pour un même projet ayant reçu une évaluation positive de la part du Conseil;

2° proposer un plan de développement du projet sur trois années, tant sur l'aspect qualitatif que budgétaire. Ce plan détaillera les critères internes et externes à l'opérateur qui justifient une évolution éventuelle du projet.

Art. 16. La demande de labellisation s'introduit auprès de l'administration au plus tard le 31 mars de chaque année.

Le Gouvernement désigne les projets sélectionnés, sur la base des conditions décrites à l'article 15, § 2, sur avis du Conseil, au plus tard, le 1^{er} juillet de chaque année.

Art. 17. La labellisation fait l'objet d'une convention d'une durée de trois ans, selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Elle contient au minimum les éléments suivants :

1° l'objet pour lequel le label et la subvention sont octroyés dont :

a) Le domaine d'action parmi ceux visés à l'article 10, § 1^{er};

b) la description des projets et des objectifs fixés pour la période de subventionnement;

2° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

3° les missions;

4° les modalités relatives au Comité d'accompagnement s'il échet;

5° le montant de la subvention annuelle, ses modalités de liquidation et de justification;

6° l'engagement de l'opérateur à assurer son équilibre financier ou les modalités relatives au plan d'assainissement s'il y a lieu.

Art. 18. § 1^{er}. L'opérateur labellisé transmet à l'administration, au terme de chaque exercice écoulé, un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

1° un état des lieux du projet;

2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établi conformément aux lois et règlement comptables en vigueur;

3° le degré d'exécution du plan de développement visé à l'article 15, § 2.

§ 2. Les modalités de modification, suspension et résiliation sont fixées par le Gouvernement. Aucune convention ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir au préalable été soumise à l'avis du Conseil.

Art. 19. Le renouvellement de la convention et du label s'effectue conformément aux articles 15 à 18.

L'opérateur transmet à l'administration une actualisation des documents décrits à l'article 15, § 2, 2°, ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent.

Art. 20. Le Gouvernement alloue au financement de la labellisation des projets un montant correspondant à deux tiers du budget annuel total consacré au financement du présent décret, à l'exception du budget prévu à l'article 8. Dans la limite des crédits disponibles, ce montant ne pourra toutefois pas être inférieur à 1.330.000 euros.

Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel compris entre 25.000€ et 35.000 € est alloué à chaque projet. Les dépenses admissibles sont identiques à celles prévues à l'article 12, § 3.

Ce montant est indexé annuellement, dans la limite des crédits disponibles, et est rattaché à l'indice des prix à la consommation retenu lors de l'élaboration du budget général des dépenses de la Communauté française.

En cas de sous-utilisation des crédits disponibles, ceux-ci sont réaffectés à l'appel à projets prévus à la section 2 du chapitre IV.

Dans le cas où l'enveloppe budgétaire allouée à la labellisation des projets est insuffisante pour couvrir l'ensemble des demandes qui répondent positivement aux conditions de labellisation, le Gouvernement peut décider de requalifier une demande de labellisation en demande de subside introduite dans le cadre de l'appel à projets annuel, tel que prévu à la section 2 du chapitre IV, à condition de répondre aux exigences prescrites à l'article 15, § 2, 1°.

CHAPITRE IV. — Communication

Art. 21. Le Gouvernement développe un portail d'information spécifique relatif au présent Décret, avec pour objectifs de :

- 1° échanger les bonnes pratiques;
- 2° mutualiser les outils d'animation et de formation;
- 3° faciliter la mise en réseau d'opérateurs.

CHAPITRE V. — Evaluation

Art. 22. Le Conseil procède à l'évaluation de l'application du présent décret. L'évaluation a lieu au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret, et ensuite, tous les cinq ans.

Le rapport d'évaluation est communiqué au Gouvernement et au Parlement dans les six mois de l'échéance de la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure la publication de cette évaluation.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 23. § 1^{er}. Pour l'année 2018, les délais prévus aux articles suivants s'étendront comme suit :

- le délai prévu à l'article 3, 2° b s'étendra jusqu'au 29 septembre 2018;
- le délai prévu à l'article 16, al. 1^{er} s'étendra jusqu'au 31 août 2018;
- le délai prévu à l'article 16, al. 2 s'étendra jusqu'au 30 octobre 2018.

§ 2. L'opérateur respectant les exigences prévues à l'article 15, § 2, sera informé de la possibilité d'introduire une demande, conformément à l'article 16, en vue de convertir le subside octroyé dans le cadre de l'appel à projets 2018 par l'obtention d'un label. Les subsides octroyés dans le cadre des appels à projets 2016 et 2017 sont éligibles pour répondre à la condition prévue à l'article 15, § 2, 1°.

CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur

Art. 24. § 1^{er}. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les articles 3, 1°, et 3, 2°, a, ainsi que les articles 8 et 10 à 14 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mars 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 590-1. – Annexes, n° 590-1 (Annexe 1) – Amendements en commission, n° 590-2. – Rapport de commission, n° 590-3. – Texte adopté en commission, n° 590-4. Amendements en séance, n° 590-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 590-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 7 mars 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/11775]

8 MAART 2018. — Decreet betreffende de bevordering van burgerzin en interculturaliteit

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, wordt verstaan onder:

1° burgerzin: burgerzin betreft het genot en de actieve uitoefening van de mensenrechten (op burgerlijk, politiek, sociaal, cultureel, economisch en milieuvlak) in het kader van democratie, steunend op de volgende waarden: vrijheid, gelijkheid en solidariteit;

2° interculturaliteit: interculturaliteit betreft de dynamische en interactieve processen (uitwisselingen, mengelingen) tussen groepen of individuen die verschillende en/of multiple culturen vertegenwoordigen. Ze heeft tot doel wederzijds begrip en opbouw van een gemeenschappelijke wereld te bevorderen;

3° Regering: de Regering van de Franse Gemeenschap;

4° Minister: de Minister die bevoegd is voor gelijke kansen.

HOOFDSTUK I. — Raad voor de bevordering van burgerzin en interculturaliteit

Art. 2. Bij de Regering wordt een “Raad voor de bevordering van burgerzin en interculturaliteit” opgericht, hierna “de Raad” genoemd.

Art. 3. De Raad heeft de volgende opdrachten:

1° aan de Regering een voorstel van jaarlijkse oproep tot projecten voor te leggen zoals bedoeld bij de artikelen 10 tot 14, ten laatste op 1 februari van ieder jaar;

2° een advies aan de Regering uitbrengen over:

a) de selectie van projecten in het kader van de oproep tot projecten bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk 4, ten laatste op 1 juni van elk jaar;

b) de selectie van gelabelde projecten in het kader van afdeling 3 van hoofdstuk 4, ten laatste op 1 juni elk jaar;

c) de vernieuwing of de intrekking van de label bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 4, ten laatste op 1 juni van elk jaar;

d) het campagneproject bedoeld bij artikel 8, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de aanvraag om advies;

iedere vraag met betrekking tot dit decreet ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de Regering.

Art. 4. § 1. De Raad bestaat uit dertien leden, verdeeld als volgt:

1° zes raadgevende leden:

a) één vertegenwoordiger voor elk van de volgende besturen:

- Jeugd;

- Permanente opvoeding;

- Gelijke kansen;

- Inspectie van cultuur;

- Coördinatie van de transversale plannen en beleidslijnen;

b) één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Gelijke kansen;

2° zeven beraadslagende leden die deskundigen zijn voortkomend uit het verenigingsleven of de academische sector met een bevoegdheid voor minstens één van elk van de volgende gebieden:

- de sociale cohesie;

- interculturaliteit;

- de jeugd;

- de permanente opvoeding;

- het racisme.

De leden die een beraadslagende stem hebben zullen minstens vier leden tellen uit de associatieve sector.

§ 2. De deskundigen voortkomend uit de associatieve of academische sector worden door de Regering benoemd, voor een één keer vernieuwbare termijn van vijf jaar.

De deskundige leden bedoeld bij het eerste lid worden na een openbare oproep tot de kandidaturen benoemd, waarvan de Regering de nadere regels van organisatie kan bepalen.

De deskundige kandidaten moeten hun bevoegdheid of hun beroepservaring alsook hun motivatie om binnen de Raad te zetelen, met redenen omkleeden. Ze vermelden de hoedanigheid die ten grondslag ligt aan hun kandidatuur.

Op voordracht van de Raad, benoemt de Regering een Voorzitter onder de leden van de Raad.

De Regering stelt een ambtenaar aan voor het secretariaat van de Raad.

§ 3. De leden van de Raad die ophouden hun ambt uit te oefenen voor het verstrijken van hun mandaat of die de hoedanigheid verliezen waarvoor ze aangewezen werden, worden geacht ontslag te hebben ingediend.

Wordt eveneens beschouwd ontslag te hebben ingediend, elk lid dat, zonder verantwoording, afwezig is bij meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de Raad.

Het ontslagnemend lid wordt vervangen door een persoon aangewezen met inachtneming van de voorwaarden bepaald in de paragrafen 1 en 2 om het mandaat te voleindigen.

De vervanging van een lid als deskundige wordt geacht als het eerste mandaat van de persoon die een ontslagnemend lid heeft vervangen.

§ 4. De hoedanigheid van lid van de Raad is onverenigbaar met deze van lid van een instelling, vereniging of persoon die de beginsels van de democratie zoals opgenomen in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen of in het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, niet naleven.

§ 5. De Raad kan elke persoon uitnodigen die ertoe zou kunnen bijdragen aanvullende informatie over één of meerdere specifieke punten van de agenda te bezorgen.

§ 6. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, krijgen de leden bedoeld bij paragraaf 1, eerste lid, 1, 2°, een presentiegeld of een lezingsvergoeding.

Het bedrag van de leespenning wordt op 40 euro voor een halve dag werkvergadering bepaald.

Er wordt een leesvergoeding, bepaald op 210 euro per werkelijke aanwezigheid, toegekend voor de werkvergaderingen van de Raad ertoe strekkend een beslissing te treffen over de selectie in het kader van de oproep tot projecten of van het labelen. Deze vergoeding heeft een bovenlimiet van 840 euro per jaar.

Vanaf het jaar 2019, binnen de perken van de beschikbare kredieten, worden de bedragen van het zitgeld en van de leesvergoeding elk jaar geïndexeerd op basis van het bedrag bepaald het vorige jaar, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidscijfer van de maand januari van het in aanmerking genomen jaar en dat van de maand januari van het vorige jaar.

De leden van de Raad genieten een vergoeding voor de verplaatsingskosten tussen hun woonplaats en hun vergaderingsplaats. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de reglementering voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de kosten van een treinbiljet van tweede klasse.

Art. 5. De Raad wordt door de Voorzitter bijeengeroepen. De oproeping bevat de agenda.

De Raad beraadslaagt en beslist enkel geldig indien minstens de helft van zijn beraadslagende leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt overeenkomstig de bepalingen bedoeld in zijn huishoudelijk reglement.

In afwezigheid van het vereiste quorum, wordt de Raad ertoe gehouden een vergadering te organiseren binnen de maand minstens 48 uur na de vorige vergadering. Tijdens deze nieuwe zitting, beraadslaagt en beslist de Raad geldig wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden is.

De Raad brengt zijn adviezen bij consensus uit of, bij gebreke daaraan, bij de meerderheid van twee derden van de aanwezige leden die stemgerechtigd hebben.

Art. 6. De Raad stelt een huishoudelijk reglement op en legt het aan de Regering ter goedkeuring voor. Het bevat minstens de volgende elementen:

1° de rol van het voorzitterschap;

2° de werkmethodologie;

3° het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen, waarbij dit aantal niet minder dan vier per jaar kan bedragen;

4° de regels bedoeld voor de procuratieverlening aan een ander lid, met dien verstaande dat ieder lid niet meer dan één procuratie mag hebben;

5° de verplichting om een proces-verbaal op te stellen van de debatten gedurende elke vergadering. Dit proces-verbaal bevat een samenvatting van de debatten en zal aan de Regering overgezonden worden, samen met het advies;

6° de deontologieregels met inbegrip van, minstens, de bepalingen betreffende de conflicten inzake persoonlijk of ambtelijk belang;

7° de criteria voor de organisatie en de werking van de Begeleidingscomités belast met de follow-up van de projecten bedoeld bij hoofdstuk 4. Erin zal, minstens, bepaald worden dat de operator die het wenst, en die het aan de Raad vraagt, een Begeleidingscomité aan zijn project toegewezen kan krijgen.

Art. 7. De Raad brengt aan de Regering jaarlijks een met cijfers omkleed verslag uit met minstens:

1° de lijst van de dossiers die hem voorgelegd werden;

2° de uitgebrachte adviezen en de criteria waarmee rekening werd gehouden voor de elaboratie ervan;

3° de aanwezigheid van zijn leden tijdens de vergaderingen.

HOOFDSTUK II . — Campagne voor de sensibilisering tot de strijd tegen racisme

Art. 8. De Regering, organiseert, minstens om de twee jaar, een campagne voor de sensibilisering tot de bestrijding van racisme ter bestemming van het groot publiek.

De campagne omvat de creatie van communicatie-instrumenten die bij de actoren van de antiracistische strijd in de Franse Gemeenschap verspreid zullen worden om hun lokale acties te steunen.

De Regering bestemt voor de financiering van elke campagne, binnen de perken van de beschikbare kredieten, een minimumbedrag van 150.000 euro, dat om de twee jaar geïndexeerd wordt en aan het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gekoppeld dat in aanmerking wordt genomen tijdens het opmaken van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III . — Steun aan de projecten

Afdeling I . — Algemene voorwaarden

Art. 9. § 1. De algemene voorwaarden die in acht moeten worden genomen om een subsidie te krijgen in het kader van dit decreet zijn:

1° ofwel een vereniging zonder winstoogmerk als vermeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, zijn, ofwel een gemeente, een provincie, een vereniging van gemeentes ofwel een instelling voor Hoger Onderwijs;

2° op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, minstens al één jaar bestaan en, gedurende deze periode, regelmatig activiteiten op de gebieden bedoeld bij artikel 10, § 1 hebben georganiseerd;

3° een maatschappelijk doel hebben dat verenigbaar is met de actiegebieden bedoeld bij artikel 10, met uitzondering van de lokale overheidsdiensten en de inrichtingen voor Hoger Onderwijs;

4° zijn acties ontplooiën in het Franse taalgebied en/of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, hetzij op het plaatselijke niveau van een wijk, een gemeente, een grondgebied met meerdere gemeentes, hetzij op het supralokale niveau van een subregio of van de Franse Gemeenschap in haar geheel. Indien de activiteiten van de vereniging, onder andere, op het internationaal niveau ontwikkeld zijn, moet het landsaspect van deze in het Frans taalgebied en / of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad beheerd worden en repercussies hebben op een publiek dat in deze gewesten aanwezig is;

5° de gesubsidieerde projecten moeten hoofdzakelijk in de Franse taal ontwikkeld worden.

§ 2. Kunnen niet in aanmerking worden genomen voor de steun aan de projecten, de verenigingen, de instellingen of de personen die de bepalingen van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen of het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie niet naleven of die andere overtredingen plegen die onverenigbaar zijn met een optreden van de Franse Gemeenschap.

Afdeling II. — Bijzondere voorwaarden voor de oproepen tot jaarlijkse projecten voor de "Bevordering van burgerzin en interculturaliteit"

Art. 10. § 1. De Regering organiseert, ieder jaar, vóór 1 maart, een oproep tot projecten voor de bevordering van burgerzin en interculturaliteit, rond de volgende drie actiegebieden:

- 1° de opvoeding van jongeren tot burgerzin in een multiculturele context;
- 2° de interculturele dialoog en de strijd tegen het racisme;
- 3° de rechten van migranten, inzonderheid de rechten van vrouwen.

Voor ieder actiegebied, kan de Regering prioriteiten bepalen, na advies van de Raad, op basis van de bijzondere methodologieën of van specifieke aanpakken van het beoogde publiek, die geïdentificeerd worden in functie van de geraamde behoeften op het terrein.

§ 2. De Regering kan de procedure voor de toekenning van de subsidies aanvullen met inachtneming van de volgende beginselen:

- 1° de operator bedoeld bij artikel 9, § 1, dient een aanvraag om subsidie in volgens de nadere regels bepaald door de Regering;
- 2° de Regering vraagt het advies van de Raad aan voor het onderzoek van de aanvraag en kleedt haar beslissing met redenen om als hij van dit advies afwijkt;
- 3° van de beslissing wordt aan de operator, bedoeld bij artikel 9, § 1, kennis gegeven.

De beslissingen worden door de Regering genomen, ten laatste op 15 juli van het jaar van de oproep tot projecten.

§ 3. De oproepen tot projecten worden in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bekendgemaakt.

Art. 11. § 1. De Regering kan specifieke criteria vaststellen voor de selectie van de projecten. Nochtans, geschiedt de selectie mits inachtneming van de volgende fasen en elementen:

- 1° de ontvankelijkheid van het project, met name de indiening van een volledig dossier, binnen de vereiste termijn en de verenigbaarheid van het project met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap;
- 2° het onderzoek ten gronde van het project dat beoordeeld wordt met inachtneming van de volgende elementen, onverminderd paragraaf 2:

a) de aangepastheid van het project aan de kadervoorwaarden van de oproep tot projecten voor elk actiegebied (doelstellingen, doelpubliek en activiteitentype), waaronder, inzonderheid:

I. de opvoeding van jongeren tot burgerzin binnen een multiculturele context bestemd voor jongeren van 12 tot 25 jaar met als doel de versteviging van hun vermogen tot kritische beoordeling en hun openheid tot anders zijn in de context van een multiculturele gemeenschap.

De beoogde activiteiten zijn inzonderheid de voorbereiding en de verwezenlijking van socioculturele programma's voor de opvoeding tot burgerzin alsook de productie en de verspreiding van informatie-, sensibilisering- of pedagogische instrumenten;

II. de interculturele dialoog en de bestrijding van racisme bestemd voor al het publiek in zijn diversiteit met als doel een betere aanpak van de culturele diversiteit, de bevordering van dynamische aanpakken die de socioculturele gemengdheid en de uitdrukking van culturele minoriteiten aanmoedigen en een aanpak gericht op de "deconstructie" van vooroordelen van racistische aard en die de kritiek erop behartigt.

De bedoelde activiteiten zijn de informatie, de sensibilisering alsook de opleiding, de deelneming aan het publieke debat of nog verder de opleiding van optredende personen tot animatietechnieken en het gebruik van pedagogische instrumenten;

III. de bescherming en de promotie van de rechten van migranten, inzonderheid de rechten van vrouwen, hebben tot doel de sensibilisering tot en de informatie van migranten, en van de personen die ze begeleiden, over hun rechten, alsook de bescherming van slachtoffers van discriminatie door ze aan te moedigen om hun rechten te laten gelden.

De bedoelde activiteiten zijn de sensibilisering, de informatie, de deelneming aan het publiek debat in verband met de verdediging van de rechten van de migranten of nog verder het samenbrengen in netwerken van operatoren;

b) de geschiktheid en adequaatheid van het project, en namelijk de verwachte impact;

c) de maturiteit van het project, namelijk de organisatiemethodes, het type omkadering of nog verder de indicatoren die toelaten de impact en de doeltreffendheid van de ontwikkelde acties te evalueren.

§ 2. Het onderzoek van de aanvraag om subsidies bevat de begrotingsanalyse, namelijk de overeenstemming van het aangevraagde bedrag met de kosten van de geplande activiteiten.

Art. 12. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt een subsidie van een minimumbedrag van 5.000 euro en een maximumbedrag van 35.000 euro aan elk project toegekend.

Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd, binnen de perken van de beschikbare kredieten, en worden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld dat in aanmerking werd genomen voor het opmaken van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Voor zover de algemene uitgavenbegroting voorafgaandelijk goedgekeurd werd, betaalt de Regering de subsidie in twee schijven uit:

1° de eerste schijf gelijk aan 85% wordt ten laatste zes weken na de budgettaire vastlegging uitbetaald;

2° de tweede schijf, namelijk 15%, wordt ten laatste zes weken na de indiening van het dossier ter verantwoording van de subsidie uitbetaald.

De Regering bezorgt aan de operator een afrekening van de toegekende subsidies bij de uitbetaling van iedere schijf.

§ 3. Worden als uitgaven in aanmerking genomen:

1° de uitgaven die de loonlasten dekken voor zover ze strikt in verband staan met de ontwikkeling van het gesubsidieerde project;

2° de uitgaven die de werkingskosten dekken die exclusief verbonden zijn met de ontwikkeling van het project met uitzondering van de gewone en structurele kosten van de aanvrager;

3° de publicatie-, productie-, verspreidings-, documentatiekosten, de kosten voor de aankoop van klein materiaal en opdrachten die exclusief met de ontwikkeling van het project verbonden zijn.

§ 4. De Regering bepaalt, na advies van de Raad, het bedrag dat aan elk geselecteerd project wordt toegekend.

Art. 13. § 1. De Regering kent aan de financiering van de oproep tot projecten een bedrag toe dat minstens overeenstemt met een derde van de totale jaarlijkse begroting toegewezen aan de financiering van dit decreet, met uitzondering van de begroting bepaald bij artikel 8. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, zal dat bedrag echter niet lager zijn dan 665.000 euro.

§ 2. Indien de begrotingskredieten ontoereikend zijn om de ontvankelijke projecten te steunen die aan de algemene en bijzondere voorwaarden voldoen, kent de Regering een prioriteit toe, in de volgende volgorde:

1° de projecten die aan de prioritaire criteria voldoen bedoeld bij artikel 10, § 1, tweede lid;

2° de projecten die reeds gesubsidieerd werden gedurende vorige jaren en die al een positieve evaluatie van de Raad hebben gekregen;

3° de lokale projecten die vaststaan binnen de gemeentes, opgenomen in een lijst gevoegd als bijlage 1, opgesteld in functie van demografische en socio-economische criteria, namelijk de gemeentes samengesteld uit meer dan 10.000 inwoners, van het mediaan inkomen per inwoner en het aantal buitenlanders buiten Europa. Deze lijst zal om de vijf jaar aangepast worden.

Art. 14. De Regering bepaalt de nadere regels voor de verantwoording van de subsidies.

Afdeling III. — Bijzondere voorwaarden voor de labeltoekenning aan projecten inzake Bevordering van burgerzin en interculturaliteit

Art. 15. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Regering, voor een termijn van drie jaar, na advies van de Raad, de projecten met betrekking tot de promotie van burgerzin en interculturaliteit labelen.

§ 2. Om de label te krijgen, moet de operator, die houder is van een gelabeld project, naast de algemene voorwaarden, aan de hierna volgende voorwaarden ook voldoen:

1° gedurende twee opeenvolgende jaren, een subsidie hebben genoten in het kader van de oproep tot projecten bedoeld bij afdeling 2 van hoofdstuk IV voor eenzelfde project dat een positieve evaluatie heeft gekregen van de Raad;

2° een ontwikkelingsplan voor het project verspreid over drie jaar voorstellen, zowel op het kwalitatief als het budgettaire niveau. Dit plan moet de interne en externe criteria van de operator in detail vermelden, die een mogelijke evolutie van het project verantwoorden.

Art. 16. De aanvraag om labeltoekenning wordt bij het bestuur ten laatste op 31 maart, elk jaar, ingediend.

De Regering kiest de geselecteerde projecten, op basis van de voorwaarden omschreven in artikel 15, § 2, op advies van de Raad, ten laatste, op 1 juli, elk jaar.

Art. 17. De labeltoekenning maakt het voorwerp van een overeenkomst over drie jaar uit, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. Ze bevat minstens de volgende elementen:

1° het doel van de labelaanvraag en de subsidietoekenning waaronder:

a) het actiegebied onder deze bedoeld bij artikel 10, § 1;

b) de beschrijving van de projecten en de beoogde verwezenlijkingen op het einde van de subsidietoekenningperiode;

2° de datum van inwerkingtreding en de datum van beëindiging;

3° de opdrachten;

4° de nadere regels betreffende het Begeleidingscomité indien nodig;

5° het bedrag van de jaarlijkse subsidie, de nadere regels voor de uitbetaling en de verantwoording ervan;

6° de verbintenis van de operator om voor het financiële evenwicht te zorgen of de nadere regels betreffende het saneringsplan, zo nodig.

Art. 18. § 1. De gelabelde operator zendt aan het bestuur, op het einde van elk verlopen jaar, een activiteitenverslag over waarin minimum vervat zijn:

1° een staat van zaken van het project;

2° de balansen en de rekeningen van het verlopen jaar, opgemaakt overeenkomstig de boekhoudkundige wetten en reglement die geldend zijn;

3° de graad van uitvoering van het ontwikkelingsplan bedoeld bij artikel 15, § 2.

§ 2. De nadere regels voor de wijziging, opschorting en beëindiging worden door de Regering vastgesteld. Geen enkele overeenkomst kan opgeschort, gewijzigd of beëindigd worden zonder een voorafgaand advies van de Raad.

Art. 19. De vernieuwing van de overeenkomst en van de label geschiedt overeenkomstig de artikelen 15 tot 18.

De operator stuurt aan het bestuur een actualisering over van de documenten omschreven in artikel 15, § 2, 2°, alsook een beschrijvend geschrift van de activiteiten die gevoerd werden als gevolg van de overeenkomst die ten einde loopt, inzonderheid de graad van uitvoering van de erin opgenomen opdrachten.

Art. 20. De Regering kent aan de financiering van het labelen van projecten een bedrag toe dat minstens overeenstemt met een derde van de totale jaarlijkse begroting toegewezen aan de financiering van dit decreet, met uitzondering van de begroting bepaald bij artikel 8. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, zal dat bedrag echter niet lager zijn dan 1.330.000 euro.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt aan ieder project een jaarlijks bedrag tussen 25.000 euro en 35.000 euro toegekend. De in aanmerking komende bedragen zijn identiek met deze bedoeld bij artikel 12, § 3.

Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd, binnen de perken van de beschikbare kredieten, en wordt aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld dat in aanmerking werd genomen voor het opmaken van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Ingeval de beschikbare kredieten niet helemaal gebruikt worden, worden deze herbestemd ten gunste van de oproep tot projecten bedoeld in de afdeling 2 van hoofdstuk IV.

§ 2. Indien de begrotingsenvelop voor de labeltoekenning ontoereikend is om het geheel van de aanvragen die aan de voorwaarden voor het labelen beantwoorden, kan de Regering beslissen een labelaanvraag opnieuw te onderzoeken als een aanvraag om subsidie ingediend in het kader van de jaarlijkse oproep tot projecten, zoals bedoeld bij afdeling 2 van hoofdstuk IV, met dien voorwaarde dat deze aanvraag aan de vereisten beantwoordt opgenomen in artikel 15, § 2, 1°.

HOOFDSTUK IV. — Communicatie

Art. 21. De Regering ontwikkelt een specifiek informatieportaal betreffende dit decreet, met als doel:

- 1° goede praktijken uit te wisselen;
- 2° animatie- en opleidingsinstrumenten wederzijds ter beschikking te stellen;
- 3° het aanmoedigen bij de operatoren van netwerkactieverdeling.

HOOFDSTUK V. — Evaluatie

Art. 22. De Raad gaat over tot de evaluatie van de toepassing van dit decreet. De evaluatie gebeurt ten laatste drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet, en daarna, om de vijf jaar.

Het evaluatieverslag wordt aan de Regering en het Parlement overgezonden binnen de zes maanden van het einde van de periode bedoeld bij het eerste lid.

De Regering zorgt voor de bekendmaking van deze evaluatie.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 23. § 1. Voor het jaar 2018, zullen de termijnen bepaald in de volgende artikelen als volgt verlopen:

- de termijn bedoeld bij artikel 3, 2° b zal tot 29 september 2018 geldig zijn;
- de termijn bedoeld bij artikel 16, eerste lid, zal tot 31 augustus 2018 geldig zijn;
- de termijn bedoeld bij artikel 16, tweede lid, zal tot 30 oktober 2018 geldig zijn.

§ 2. De operator die de vereisten bepaald bij artikel 15, § 2, in acht neemt, zal ingelicht worden over de mogelijkheid om een aanvraag in te dienen, overeenkomstig artikel 16, met als doel de conversie van de subsidie toegekend in het kader van de oproep tot projecten 2018 door het verkrijgen van een label. De subsidies toegekend in het kader van de oproepen tot projecten 2016 en 2017 komen in aanmerking voor het voldoen aan de voorwaarde bepaald in artikel 15, § 2, 1°.

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

Art. 24. § 1. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, treden de artikelen 3, 1°, en 3, 2°, a, alsook de artikelen 8 en 10 tot 14 op 1 januari 2019 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 maart 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 590-1. - Bijlagen, nr. 590-1. - (Bijlage 1). - Commissieamendementen, nr. 590-2. - Commissieverslag, nr. 590-3. - In vergadering aangenomen tekst, nr. 590-4. - Vergaderingsamendementen, nr. 590-5. - In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 590-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 7 maart 2018.

 MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2018/11787]

19 AVRIL 2018. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2018 déterminant les compétences et savoirs requis en géographie à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis en géographie à l'issue de la section de transition

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

 CHAPITRE I^{er}. — *Confirmation de l'arrêté*

Article 1^{er}. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2018 déterminant les compétences et savoirs requis en géographie à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis en géographie à l'issue de la section de transition est confirmé, conformément aux articles 25, § 1^{er}, 2^o et 26, § 1^{er}, 2^o du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

 CHAPITRE II. — *Procédure de dérogation limitée*

Art. 2. Tout pouvoir organisateur ou toute fédération de pouvoirs organisateurs organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux compétences terminales et savoirs requis visés à l'article 1 du présent décret aux conditions et selon la procédure définies aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement. Elle ne peut notamment avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur ou à toute fédération de pouvoirs organisateurs dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs :

1^o indique les modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences, les compétences minimales ou terminales visés par le présent décret dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre ;

2^o décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre ;

3^o justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevables, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en application.

Pour l'année scolaire 2018-2019, la demande de dérogation et ses annexes visées à l'alinéa précédent sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard le 1^{er} juin 2018.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé une commission chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation pour le référentiel visé à l'article 1.

Cette commission comprend :

1^o l'Administrateur général de l'Enseignement ou son délégué, qui préside la commission ;

2^o un membre de la Commission de pilotage désigné par l'Administrateur général de l'enseignement ;

3^o un membre du service général de l'inspection désigné par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et un membre du service général de l'inspection pour chaque discipline visée par la demande de dérogation, désigné par l'inspecteur général coordonnateur ;

4^o le président et le vice-président du Conseil général de l'enseignement secondaire ou son délégué, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres ;

5^o deux à quatre experts universitaires ou de hautes écoles en pédagogie désignés par le Gouvernement ;

6^o deux représentants du Gouvernement siégeant avec voix consultative.

Le mandat des membres de la commission est gratuit.

La commission est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La commission ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. L'avis est émis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Pour ce qui concerne les autres modalités de fonctionnement, la commission fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Gouvernement.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.